

Mont-de-Marsan Agglo

Contre la déchéance

Demain à Mont-de-Marsan (à 20 heures, salle du Petit-Bonheur), sera constitué le collectif landais contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité.

Prison : les conseillers d'insertion « oubliés » ?

JUSTICE Localement, chacun de ces professionnels gère près de 100 personnes, détenues ou laissées en milieu ouvert. « La vitrine est belle, la boutique moins », disent les syndicats

VINCENT DEWITTE
vde Witte@sudouest.fr

Ils font partie de ces travailleurs de l'ombre, indispensables à la société, qui restent généralement silencieux. Spécialistes de la réinsertion et de la lutte contre la récidive, ou « désistance » (aptitude à abandonner les habitudes délictuelles ou criminelles), les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation n'avaient d'ailleurs plus fait de bruit depuis 2010.

Réformes pénales et plans de lutte anti-terrorisme sont passés par là, avec chaque fois de nouvelles missions à absorber par les Services départementaux (Spip). Après avoir suivi avec enthousiasme, ces professionnels chargés d'accompagner les détenus vers la réinsertion et de suivre à l'extérieur toutes les autres personnes condamnées ou en attente de jugement mais laissées libres (lire par ailleurs) marquent le pas.

La reconnaissance de l'administration pénitentiaire, qui était attendue en contrepartie, n'est pas venue. « Pure, pour la première fois de notre histoire, nos salaires ont même diminué en janvier 2016 ! », alertait hier, depuis le centre pénitentiaire Pémégan de Mont-de-Marsan, le conseiller d'insertion Nicolas Guillotte.

Le compte n'y est pas

L'agent est secrétaire local du collectif Insertion et probation de la CGT, mais il parle « au nom de l'intersyndicale » formée autour de ce « mouvement » (1). Ces personnels n'étant pas autorisés à faire la grève, les griefs sont exposés sur la pause déjeuner. Ils ne visent ni le travail à proprement dit ni les réformes venues renforcer les rôles de ces services. « Le problème de cet empilement de tâches effectuées à moyens constants ou presque, c'est que l'État ne se



Interdits de grève statutairement, Nicolas Guillotte et sa collègue de la CGT, Angélique Macon, distillent les revendications par écrit, au nom des quatre syndicats mobilisés. PHOTO PASCAL BATS / « SO »

donne pas réellement les moyens des ambitions qu'il affiche. Autrement dit, la vitrine est jolie, mais la boutique moins », résume le porte-parole désigné.

Selon le décompte syndical, dans les Landes, chaque agent suit 92 à 93 personnes en milieu fermé et entre 110 et 115 en milieu ouvert. Leur rôle est d'avoir une connaissance suffisamment fine de chacun pour pouvoir transmettre des éléments pertinents à la justice, dans une perspective de réinsertion », rappelle Nicolas Guillotte.

Peuvent-ils le faire correctement dans ces conditions ? « En tout cas, Jean-Marc Ayraut, lorsqu'il était Premier ministre, préconisait 40 détenus par conseiller, pour un travail de qualité », relève avec mesure le même agent montois. Déjà très largement mis à contribution au quo-

tidien, les conseillers d'insertion ont été fortement mobilisés ces derniers mois par tout ce qui touche à la détection et la prévention de la radicalisation islamique. La dernière réforme pénale leur a aussi dévolu de nouveaux cadres d'action (libération sous contrainte pénale, par exemple). « Il y a des ressources pour financer de nouvelles actions, et c'est tant mieux, mais dans le même temps nous sommes bloqués par un plafonnement au niveau des ressources humaines », prolonge sa collègue Angélique Macon.

« Le compte n'y sera pas »

Déjà sous pression, les conseillers se mobilisent d'autant plus qu'ils disent être « les grands oubliés d'une réforme qui a abouti, en décembre, à une revalorisation statutaire de près de 30 000 agents de la péniten-

taire, en laissant sur le carreau les quelque 4 000 personnels des Spip ». Ces fonctionnaires de catégorie B déplorent aussi un nombre trop élevé de stagiaires affectés après un an seulement de formation (au lieu de deux ans normalement). Et ils annoncent déjà que « même avec les 1 000 postes promis par le ministère entre 2015 et 2017, le compte n'y sera pas ».

Pour l'instant, l'intersyndicale informe. Elle promet néanmoins « un durcissement du mouvement en avril » si ses revendications ne sont pas entendues. Certaines tâches administratives sont déjà délaissées...

(1) Le mouvement national est suivi par le collectif Insertion de la CGT, le syndicat spécialisé Snepap-FSU et la CFDT-Interco. SY ajoute localement la branche Personnel d'insertion et de probation de FO.

23 conseillers, 1 800 personnes suivies

Leurs missions sont aussi nombreuses que mal connues. Elles sont pourtant essentielles

Dépendant à la fois du ministère de la Justice et de l'administration pénitentiaire, les Services d'insertion et de probation (Spip) sont des services déconcentrés de l'État organisés à l'échelle de chaque département. Depuis la loi pénitentiaire de 2009, leur place n'a cessé d'être revalorisée. Une conférence de consensus de 2013 et surtout la réforme pénale dite Taubira de 2014 ont fini de consacrer l'importance de ces fonctionnaires qualifiés, placés en

première ligne de la réinsertion et de la lutte contre la récidive.

600 suivis en détention

Dans les Landes, ce service dirigé par Valérie Romsade compte une quarantaine d'effectifs répartis sur deux antennes, à Mont-de-Marsan et Dax. Outre l'équipe d'encadrement, il compte 23 conseillers, cinq personnels administratifs, un assistant social, un coordinateur culturel et enfin deux surveillants pénitentiaires spécifiquement chargés des personnes qui bénéficient d'une mesure de placement sous surveillance électronique. Leur travail diffère selon qu'ils agissent en milieu fermé ou en milieu ouvert. Huit

équivalents temps plein sont donc affectés au suivi des quelque 600 détenus de Pémégan, qu'ils soient prévenus ou déjà condamnés.

Chaque nouvel arrivant est accueilli individuellement, accompagné en détention (maintien du lien familial et lutte contre l'effet désocialisant notamment) et bien sûr préparé à la sortie (via de nombreux partenariats en matière de formation, d'aide au logement, etc.). Le fil rouge de leur action est également « l'aide à la décision judiciaire », à travers de nombreux avis rendus aux magistrats (sur l'opportunité des aménagements de peine, des permissions de sortie, etc.).

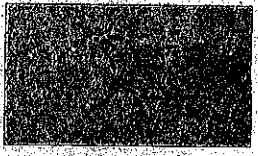
Et près de 1 200 à l'extérieur

L'énergie déployée est au moins aussi grande à l'extérieur, avec la prise en compte d'un flux de près de 1 200 personnes sous main de fer. C'est en effet au conseiller d'insertion de chapeauter les sursis avec mise à l'épreuve, suivis sociojudiciaires et autres travaux d'intérêt général prononcés par les tribunaux de Mont-de-Marsan et de Dax. C'est également à eux que revient la lourde charge des contrôles judiciaires et désormais du suivi des libérations sous contrainte. Sans oublier la gestion des 16 places du quartier de semi-liberté établi à l'étage des locaux montois, rue André-Cadillon.



LE PIÉTON

A pu constater, hier matin, que les ouvriers qui s'attelaient à transférer vite et bien l'avenue Sadi-Carnot n'étaient pas aidés dans leur tâche. Alors qu'ils s'échinaient à couler un revêtement bien lisse, comme il se doit, voilà t'y pas qu'un malotru est venu saboter leur travail. Pas question ici d'un piéton tête en l'air ou d'un chenapan irrespectueux. Non, juste une tourterelle qui a mis les deux pattes dans le béton tout frais sans que les ouvriers s'en rendent compte. Niveau dégâts, mieux vaut ça qu'une pointure 45... Le Piéton a, en tous les cas, souri face à ce volatile qui, sans le savoir, a transformé l'avenue Sadi-Carnot en Hollywood Boulevard...



STARSHIPPER
LIGNES DE BUS LONG COURRIER

Avec STARSHIPPER sillonnez le grand Sud-Ouest avec Wifi gratuit, prises électriques, sièges grand confort, toilettes... A prix minis !

Renseignements et réservations sur www.starshipper.com ou au 05 55 36 30 76

Correspondances pour toute la France, l'Espagne, et même l'Italie !

AGENDA

AUJOURD'HUI
Marché des arènes. Marché aux vêtements, chaussures, fleurs... Toute la journée, place des Arènes.

Marché alimentaire Saint-Roch.
Tous les produits du terroir landais. Sous le marché couvert Saint-Roch.

Exposition : Tiroirs secrets. Dans le tiroir du vieux soldat, celui de la fourmi ou du cambrioleur, savez-vous ce qui se cache ? Pour le savoir, venez découvrir les tiroirs secrets et poétiques imaginés par Olivier Thiébaud (plasticien, écrivain et illustrateur de livres pour enfants). Jusqu'au 26 mars, à la bibliothèque Le Marque-Pages.

Pharmacie de garde. Saint-Roch, 6, rue Bergeron, 05 58 75 02 59.